



L'entreprenariat comme bien public



Johan Albrecht
Senior fellow

Notre pays cherche plus d'emplois et plus de créateurs d'emplois – d'entrepreneurs. Le nombre de création d'entreprises est le principal sujet de discussion. Apparemment il n'y a pas que les bénéficiaires d'allocations sociales qui doivent être activés – il en va de même pour les entrepreneurs potentiels. La passivité du belge serait-elle déterminée génétiquement, ou bien ce dernier serait-il un passager clandestin

Le belge n'est pas vraiment entrepreneur. Une enquête de Delta Lloyd de 2008 nous apprend que moins de 3% des wallons et à peine 1% des flamands ont l'intention de faire de

l'entreprenariat leur activité professionnelle principale d'ici deux ans. Cette triste image confirme les résultats de diverses autres études nationales et internationales. Pourtant le belge adopte une attitude positive vis-à-vis de l'entreprenariat. Un meilleur climat entrepreneurial est une priorité pour 76% des répondants. La création d'emplois dans le secteur privé est en effet une condition de base essentielle pour un bien-être durable. Et le belge n'est pas envieux ; d'après Delta Lloyd, 83% d'entre-eux n'ont pas de problème avec le succès des entrepreneurs.

Le petit nombre de starters n'est pas l'unique point faible de l'économie belge. Le faible taux d'activité des plus âgés et le taux de chômage important en Wallonie pèsent davantage sur le budget. S'agit-il de trois problèmes isolés, ou alors d'indications différentes d'un environnement économique dépravé, qui récompense la passivité et sanctionne l'activité ?

Avec son comportement ambigu, le belge se place en « free-rider » par rapport à l'entrepreneuriat. Nous savons tous à quel point l'entrepreneuriat est important, mais nous préférons laisser la besogne aux autres. Tout le monde reconnaît l'importance d'un environnement favorable, mais quand il s'agit de réformer radicalement, c'est souvent le silence radio. Par contre, quand certains sont prêts à changer leur comportement, tout le monde profite de cet environnement amélioré, en ce compris les personnes qui n'ont pas fait le moindre effort. De ce point de vue, l'entrepreneuriat a des caractéristiques communes avec un bien public produit en trop faible quantité. Et ce, à cause d'une combinaison d'insuffisances en provenance du marché et des autorités publiques.

Le free-rider ou « passager clandestin » est peut-être (trop) rationnel. Créer son entreprise et la faire grandir demande un regard perspicace sur certaines opportunités et la prise de risques considérables. Les entrepreneurs sont des personnes qui ont une intuition particulière, aussi banal que le produit ou le concept final mis sur le marché puisse paraître. La théorie néo-classique ne permet pas d'expliquer pourquoi des opportunités sont saisies par certains et pas par d'autres. Il y a justement de

l'entrepreneuriat parce que nous sommes différents. Que cette perspicacité puisse être enseignée en masse – par le biais de notre système scolaire par exemple – reste encore à être démontré.

Après la conception de l'entreprise, suit une période turbulente de validation par le marché. Un grand enthousiasme du marché peut résulter en une croissance qui inspire, avec à la clef des emplois et des recettes fiscales supplémentaires. Par ailleurs, le marché est un mécanisme de sélection, où les entreprises performantes mettent en valeur des opportunités économiques inexploitées. C'est ainsi que les entreprises en croissance créent leur propres concurrents et leurs futurs partenaires.

Croissance et succès peuvent inspirer, mais ne sont pas des évidences. Les starters potentiels savent qu'en Belgique, chaque année, environ 2,3% de toutes les SPRL font faillite, tandis que 4% arrêtent volontairement.

Et les jeunes entreprises sont surreprésentés dans les statistiques...

Globalement, nous pouvons dire que les entreprises belges ont une rentabilité raisonnable. Néanmoins, d'après les chiffres consolidés de la BNB de 2006, environ 25% des SPRL avaient une rentabilité nette sur fonds propres négative. Ceci suggère que la survie

“
En termes de
création d'emplois,
peu importe si c'est
un individu qui
crée les emplois en
tant
qu'entrepreneur
indépendant ou en
tant qu'employé
productif au sein
d'une entreprise en
croissance.
”

d'environ 50 000 entreprises est en danger. Seules les 25% plus performantes ont atteint une rentabilité nette après impôts supérieure à 30% en 2006. Et ce sont précisément ces entreprises en croissance qui cherchent des collaborateurs talentueux afin de garantir leur expansion.

Le belge moyen préfère attendre que les autres aient créé des emplois ; pour ensuite les solliciter, de préférence auprès des entreprises les plus rentables, qui sont prêtes à payer les salaires les plus élevés. Ceci n'est pas une mauvaise stratégie, car la rareté croissante du facteur travail permet d'être plus exigeant en matière salariale. Ceux qui n'entreprennent pas par eux-mêmes profitent du succès des autres. Bien évidemment, les employés motivés et compétents contribueront à leur tour à l'expansion et à l'embauche au sein de leur entreprise. La croissance est impossible sans capital humain, et en termes de création d'emplois, peu importe si c'est un individu qui crée les emplois en tant qu'entrepreneur indépendant ou en tant qu'employé productif au sein d'une entreprise en croissance.

Pouvoir attirer des employés motivés semble devenir de plus en plus difficile

pour un nombre considérable d'entreprises. Les personnes faiblement qualifiées sont surreprésentées dans les statistiques du chômage, alors que pour plus de la moitié des postes ouverts, aucun diplôme n'est requis. Un labyrinthe de pièges à l'emploi et à l'activité empêche la croissance d'entreprises performantes dans presque tous les secteurs. En Belgique, peu de personnes osent faire le pas vers leur propre « boîte », mais il y a également un manque criant d'individus prêts à travailler comme salariés. Ces perturbations du marché de l'emploi ne sont pas réconciliables avec l'ambition de financer, pour partie, le coût du vieillissement par un taux d'activité accru.

Les autorités européennes prennent conscience de l'importance de l'entrepreneuriat, et expérimentent toutes sortes de subsides pour les starters. Prenons l'exemple d'une garantie de revenu pour les chômeurs qui souhaitent commencer leur propre business. Certaines de ces mesures peuvent avoir un effet positif – auprès des autorités qui subsidient, des emplois sont certainement créés – mais il ne faut pas que cela détourne l'attention du climat économique général. Si les starters ne peuvent pas convenablement



Le belge moyen préfère attendre que les autres aient créé des emplois ; pour ensuite les solliciter, de préférence auprès des entreprises les plus rentables, qui sont prêtes à payer les salaires les plus élevés.



grandir, la création d'emplois ne se fera pas. Un environnement économique attractif récompensera le fait de troquer un statut de bénéficiaire d'allocations contre un contrat de travail, et attirera les

investissements étrangers. Ensuite les starters viendront tout seuls.

Johan Albrecht
Senior fellow

Het Itinera Institute is een onafhankelijke denktank en doetank die, boven partijgrenzen, regionale verschillen en belangengroepen heen, wegen wil aanreiken voor beleidshervormingen met het oog op duurzame economische groei en sociale bescherming in België en zijn regio's.



Itinera Institute VZW-ASBL

Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org

L'itinera Institute est un think-tank et do-tank indépendant qui, au-dessus et au-delà des partis politiques, des différences régionales et des groupes d'intérêt, veut identifier les chemins de réformes qui garantissent une croissance économique et une protection sociale durables en Belgique et dans ses régions.

Verantwoordelijke uitgever - Editeur responsable: Marc De Vos, Directeur
